

2 Politique

Conseil exécutif du Rassemblement pour le Gabon (RPG)

La succession de Mba Abessole à l'ordre du jour

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

Au terme des assises que le directoire du Rassemblement pour le Gabon (RPG) a tenues jeudi dernier, l'organisation d'un congrès national ordinaire a été envisagée. Point principal de ces assises à venir, l'élection du futur président de cette formation politique qui, malgré son exclusion à cette entité, se réclame toujours de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence.

LE Conseil exécutif du Rassemblement pour le Gabon (RPG) s'est tenu avant-hier au siège dudit parti. Lors des travaux, le président Paul Mba Abessole a instruit ses militants de réfléchir sur sa succession. A cet effet, les militants et militantes ont été invités à manifester leur candidature pour la préparation des primaires. Dans cette optique, l'organisation de la tenue d'un congrès national ordinaire a été annoncée afin que tout soit



Photo : SNN

...Notamment sur sa succession à la tête du parti.

ficelé pour encadrer le départ du président de cette formation politique. Au regard de cette orientation donnée par le Rpgiste en chef, il convient de retracer, un temps soit peu, le parcours de cet homme présent dans la sphère politique gabonaise depuis plusieurs décennies. Ainsi, on retiendra que c'est en 1976 qu'il s'exile en France. Il se lie avec quelques opposants gabonais à Paris pour former la division parisienne du Morena (Mouvement pour le redressement national).

De retour au Gabon en 1989, après des discussions avec le président de l'époque Feu Omar Bongo Ondimba, Mba Abessole participe, en 1990, à la Conférence nationale. Au sortir de ces assises, il crée le Morena-Bûcheron, qui devient en 1991 le Rassemblement national des Bûcherons (RNB). Autre fait marquant dans le parcours de l'ancien prêtre, sa participation à l'élection présidentielle de 1993, où il arrive en deuxième position après Omar Bongo Ondimba.

Quant au RPG qu'il dirige aujourd'hui, il est créé en 2000. Deux ans après, le natif d'Ayemayoula intègre le gouvernement en tant que ministre d'Etat, puis plusieurs fois vice-Premier ministre. Ce, quelques années après son passage à la mairie de Libreville. Il a, entre autres, occupé les portefeuilles ministériels de l'Agriculture, de l'Élevage, du Développement rural, des droits de l'Homme, des Transports, de la Refondation, de la Culture et des Arts, etc.



Photo : Adjat NTOUTOUME

Le président du RPG a donné des orientations aux siens...

Le RPG quittera la galaxie présidentielle en 2016, après son exclusion suite à sa candidature à la Présidentielle d'août dernier... C'est donc fort de cette riche expérience et, à 78 ans (il est né en 1939), que l'actuel 6e vice-président de l'Assemblée nationale estime que le moment est désormais venu pour lui d'envisager la retraite. Sur un tout autre plan, le Conseil exécutif du RPG a évoqué la crise qui sévit dans le secteur de l'éducation depuis plusieurs

mois. Occasion pour Mba Abessole et les siens de demander au président de la République de se saisir de ce dossier, la situation étant devenue "préoccupante" à leurs yeux. Les militants ont également été informés de la mission du porte-parole du RPG, Laurent Angue mezui, à Kinshasa (République démocratique du Congo (RDC), pour porter les condoléances du RPG à l'UDPS, suite au décès de son leader Etienne Tshisekedi.

Cacophonie au sein du 7MP

Jean-Jacques Ngoulou à l'épreuve de la discipline du parti

SM

Libreville/Gabon

Le vice-président de l'assemblée départementale de la Bayi-Brikolo (Aboumi) fait l'objet, depuis jeudi, d'une procédure disciplinaire, suite à sa décision de prendre part au dialogue politique prôné par Ali Bongo Ondimba. Laquelle est aux antipodes de celle de son parti politique, les "Sept merveilles du peuple" (7MP).

JEAN-JACQUES Ngoulou, élu local du département de la Bayi-Brikolo (Aboumi), dans la province du Haut-Ogooué, a été entendu hier. C'était par le Comité national de

contrôle, une instance du parti politique les "Sept merveilles du peuple" (7MP, opposition) en charge de gérer les questions d'éthique et de discipline. Il s'agit de la phase numéro un d'une procédure engagée par cette formation de l'opposition, conformément à son règlement intérieur. Initiative qui fait suite à sa déclaration annonçant sa participation au dialogue national inclusif et sans tabou initié par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba. Une démarche qui tranche avec la position des 7MP et réaffirmée lors de son congrès, le week-end dernier. Après cette étape, ladite instance devra proposer aux organes décisionnels du parti, la conduite à

tenir. Cette procédure pourrait aboutir à des sanctions à l'endroit de celui que le directoire des 7MP considère comme "un cas d'indiscipline". Parmi celles-ci, la suspension de toutes fonctions au sein du parti ou une exclusion des rangs de cette formation politique. Ce qui l'emmènerait par conséquent à perdre son mandat de conseiller départemental de Bayi-Brikolo, et par ricochet, de vice-président dudit conseil.

Interrogé sur cette situation, le président des 7MP, Joël Ngoueneni Ndzengouma n'en a pas dit moins. Remettant en cause cette déclaration, il a laissé entendre qu'il n'était nullement question de tous les élus locaux de la Bayi-Bri-



Photo : AEE

Jean-Jacques Ngoulou lors de sa sortie.

kolo. «Il s'agit d'un individu, fut-il élu local, qui veut aller au dialogue, il sait pourquoi», a déclaré Ngoueneni Ndzengouma. Et de poursuivre : «Nous avons des informations au sujet de ses

motivations quant à la participation à ce dialogue...». Dans tous les cas, ajoute-t-il, «nous allons faire intervenir le règlement intérieur du parti qui prévoit des sanctions ; mais, cela se fera

dans le respect des procédures en vigueur. Pour le moment, nous envisageons des mesures conservatoires qui peuvent aller jusqu'à la suspension de toutes ses fonctions».

Libre-propos

Ce que j'aurais dit si je participais au dialogue national

Dr Jacques IGOHO *

Libreville/Gabon

JE me situe hors de la sphère politique ; mais je suis un intellectuel gabonais, qui se pose tant de questions à propos du dialogue national. Au terme de mes analyses, et en me référant aux informations diffusées par les médias, je crains fort que ce dialogue ne soit,

comme les accords de Paris, qu'un arrangement entre hommes politiques peu préoccupés des intérêts des Makaya. En effet, les accords de Paris ont accouché d'un gouvernement de large ouverture, qui hélas, n'a pas amélioré la gouvernance, et qui n'a apporté aucune avancée dans la vie quotidienne du Gabonais lambda ; seuls les hommes politiques en ont tiré de juteux avantages. Quand on analyse les textes qui

organisent les institutions de notre pays, on se rend compte que les problèmes du Gabon se situent au niveau de ce que les Gabonais en font. En définitive, la question essentielle est de savoir comment fonctionnent les Gabonais ? Pourquoi un pays à revenus intermédiaires, en paix depuis son accession à l'indépendance, n'arrive-t-il pas à promouvoir un système éducatif satisfaisant, une couverture sanitaire fiable, et à

offrir à ses citoyens une vie sociale en conformité avec son PIB ? Pourquoi dans un pays dont on vante les richesses naturelles, tant d'autochtones vivent dans la précarité alors que les immigrants s'enrichissent ? Pourquoi les Gabonais affichent-ils si souvent les attitudes inciviques ? Pourquoi manquent-ils de patriotisme ? J'adresse ces questionnements

aux spécialistes des sciences humaines (philosophes, sociologues, psychologues, anthropologues, géographes, historiens...) tant que ceux là ne leur auront pas donné des réponses scientifiques objectives, qui viendront enrichir les réflexions des politiques, notre pays risque de demeurer encore longtemps dans l'anomie qui le caractérise.

* Médecin général à la retraite, Ancien ministre (1969-1976).